

Développement régional, dynamiques sociales et territoriales

De nouvelles compétences pour les cadres du développement rural en Amazonie

Christophe Albaladejo¹
Aquiles Simões²
Iran Veiga²
Jean-François Baré³

¹ Institut national de la recherche
agronomique/Sciences pour l'action et le
développement (Inra/Sad),
Institut de recherche pour le développement
(IRD), Unité de recherche (UR) 102,
« Intervention publique,
espaces, sociétés »
Maison des Suds,
12, esplanade des Antilles,
33607 Pessac cedex
France
<albalade@toulouse.inra.fr>

² Universidade federal do Pará/Centro
agropecuario (UFPA/CAP),
Núcleo de estudos integrados sobre a
agricultura familiar (NEAF),
Campus do Guamá,
rua Augusto Corrêa, n° 1,
66.075-900 Belém
Brésil
<aquiles@ufpa.br>

³ Institut de recherche pour le
développement (IRD),
Unité de recherche (UR) 102
« Intervention publique, espaces, sociétés »
Maison des Suds,
12, esplanade des Antilles
33607 Pessac cedex
France
<jfbare@free.fr>

Résumé

Cet article repose sur l'expérience du Núcleo de estudos integrados sobre a agricultura familiar (NEAF) de la Universidade federal do Pará, qui comporte quatre types de formations : mastère, ingénieur, bac +2 du lycée agricole de Castanhal, formation continue des agents de développement. Face à des changements importants dans les politiques publiques et aux avancées réalisées par les recherches menées sur le développement durable et l'agriculture familiale (en partie décrites ailleurs dans ce numéro), cet article s'interroge sur le développement de nouvelles compétences chez les acteurs du développement rural et plus particulièrement chez les techniciens et cadres des agences de développement (publiques ou privées). La formation initiale et continue est ici envisagée comme un dispositif de recherche sur les compétences et les agencements de connaissances en vue de l'action. En conclusion, il est montré la nécessaire construction de nouvelles identités professionnelles de la part des cadres du développement rural.

Mots clés : systèmes agraires ; formation.

Abstract

New skills for rural development workers in Amazonia

This paper is based upon the experience of the Núcleo de Estudos Integrados Sobre a Agricultura Familiar (NEAF) of the Universidade Federal do Pará, which includes four training programs: Master of Science, engineer, lower tertiary (associate) degree from the Castanhal agricultural training college, and continued education for extension workers. In view of the important changes in public policies and scientific progress in research about sustainable development and family farming (described elsewhere in this special issue), this article considers the development and dissemination of new skills for those involved in rural development and especially for extension workers and managers of development agencies (private or public). Training is not considered as a mere enhancement of research output here, but rather as a powerful means for research about the new skills and knowledge now or soon to be required for rural development. Frontiers between initial and continued training, like those between action and research and between scientific specialities, must be rethought, but not confused. New professional identities in this domain must be elaborated, especially for the agronomist involved with family farming. The new context of public policy in rural development in the Amazon region, since 1996 still induces traditional responses, such as patronage and paternalism, barely hidden behind new discourses about participation, citizenship, etc. But it has also provided the opportunity for original responses – which we call discrete innovations – to emerge in the field and to be partially recognised or institutionalised. Reconstruction of the skills and identities of practitioners such as agronomists should be linked to these discrete innovations, which research must detect and formalise.

Key words: farming systems; training.

Programme PREMIER « Nouvelles compétences pour l'innovation localisée et le développement durable des territoires ruraux » soutenu par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche. Recherches réalisées avec l'appui de la UFPA/CAP/NEAF (Universidade federal do Pará/Centro agropecuario/Núcleo de estudos integrados sobre a agricultura familiar), de l'Unité de recherche (UR) 102 de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), de l'Institut national de la recherche agronomique/ Sciences pour l'action et le développement (Inra/Sad) et de la « Zone Atelier Amazonie » du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Appui au doctorat de A. Simões : Programme AIBan, European Union Programme of High Level Scholarships for Latin America, E03D24540BR.

Tirés à part : C. Albaladejo

Le « développement participatif » est une mode qui dure depuis au moins 20 ans dans les recherches menées auprès des paysans des pays en développement. Toutefois, depuis dix ans, conjugué avec les mots d'ordre de « décentralisation » et de « tiers-secteur » (et le mouvement de retrait de l'État), le développement participatif prend plus de force dans les discours et dispositions des nouvelles politiques publiques en direction des populations rurales. C'est le cas au Brésil avec ce que certains auteurs qualifient de « pacte territorial » [1]. La région de Marabá apparaît comme un cas extrême car elle n'avait bénéficié pratiquement d'aucune intervention en faveur de l'agriculture familiale jusqu'à la fin des années 1980. Si la région de Marabá est encore restée la zone des conflits agraires les plus meurtriers, elle a vu depuis la fin des années 1980 l'émergence, aux côtés des luttes agraires, de préoccupations de développement chez les syndicats de travailleurs ruraux et les organisations non gouvernementales (ONG). Alors que la ville de Marabá s'était habituée à voir régulièrement sur le terrain de l'Institut national de colonisation et réforme agraire (Incra) des campements de paysans revendiquant leurs droits, ces manifestations se sont atténuées depuis 1998 et certains syndicalistes et leaders paysans sont même devenus des familiers de cette institution. Un changement qualitatif a-t-il eu lieu dans les relations entre l'État et cette paysannerie ? Ce changement produit-il et/ou requiert-il de nouvelles compétences des « cadres intermédiaires » en contact avec les populations sur le terrain ? Un programme de plus de dix ans de coopération universitaire et scientifique entre le Brésil et la France permet d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations.

Évolution du contexte de l'exercice du développement rural en Amazonie

Il ne fait pas de doute que l'État brésilien a commencé dans les années 1990 à s'intéresser significativement au secteur qu'il appelle « agriculture familiale ». La mise en place des programmes de crédit

(Procera, Pronaf¹...) et d'assistance technique (Lumiar²) en est une preuve ainsi que la constitution d'un « second ministère de l'agriculture », le MDA (ministère du Développement agraire). Pour le seul programme de crédit Pronaf, 6 milliards de reais³ ont été prêtés à près de 2,4 millions de familles rurales entre 1995, date de sa création, et 1999 [2]. Le terme même « d'agriculture familiale », qui est à présent d'un usage courant dans les documents et discours des administrations, des chercheurs et des ONG, voire même dans la bouche des représentants des petits agriculteurs, est une création administrative et résulte de ce mouvement significatif de bureaucratisation de la relation de l'État avec ceux qui étaient autrefois plus souvent qualifiés de « paysans ». La définition administrative des agriculteurs qui peuvent être considérés comme familiaux résulte d'une âpre négociation entre l'État, les syndicats et les banques, certains auteurs en décrivant bien tous les enjeux politiques [1].

En l'espace de cinq ans, des acteurs du développement ayant chacun des comportements assez différents sont apparus à Marabá : les prestataires de service⁴. Mais il s'est aussi formé un véritable milieu social de techniciens du développement rural (les recrutements ont été très nombreux comme le montre la taille actuelle des quatre agences, aujourd'hui toutes privées, comportant chacune entre 17 et 33 techniciens).

Ces nouvelles politiques reposent sur l'hypothèse implicite de l'existence, au niveau local, de populations rurales démocratiquement organisées et aptes à négocier leur développement entre elles et avec des acteurs « externes ». Or, il est clair que ces conditions ne sont pas réunies dans la région de Marabá [3]. De fait, ces nouveaux dispositifs et procédures sont tout à fait susceptibles de s'accommoder de relations de clientèle et de domination personnelle tout en se donnant l'apparence d'une « application participative ». L'arrivée de ressources impor-

tantes pour le développement et l'impression que donne l'État de s'en saisir créent un champ stratégique très dynamique. Les concurrences entre prestataires pour « faire passer » les associations qu'ils représentent dans les plans de développement sont féroces. Les discours des agents de terrain prônant la légitimité du mouvement syndical pour mettre en avant les « bonnes » associations et les « bons » agriculteurs, s'ils ont sans doute parfois leurs raisons face à des montages factices ou opportunistes, laissent le champ libre à toutes sortes de pratiques arbitraires et à la consolidation de réseaux d'influences et d'allégeances « institutionnalisés ». De même, la rapidité et l'ampleur de l'émergence d'associations hors du réseau syndical font douter qu'il s'agisse uniquement d'un mouvement de démocratisation de la vie politique et associative locale qui a enfin réussi à s'affranchir du joug d'organisations « corporatistes »... Il est plus raisonnable d'invoquer une articulation des politiques publiques avec les *habitus* socio-politiques bien connus de ces zones de frontière : la constitution de réseaux de clientèle et leur entretien par des ressources publiques [4].

La critique dominante faite sur le terrain par les ONG et les syndicats paysans est en revanche celle de l'instrumentalisation des « mouvements sociaux » par l'État. Il est vrai que le nouveau vocabulaire, voire le nouveau « référentiel » [5] employé dans les administrations (celui de la « participation ») dégage à son insu une impression de délégation et d'émiettement des conflits sociaux, et donc plus de manipulation que de « cogestion ». La « municipalisation du développement » et la création des CMDR⁵ sont dénoncées vigoureusement comme un simple renforcement et un grossier déguisement du pouvoir du maire. Enfin la complexité des nouvelles procédures et la multiplication des instances et des procédures de participation brouillent souvent complètement le jeu social. Les acteurs les plus éclairés et informés souhaitent se former pour mieux maîtriser ces nouvelles procédures de développement. En revanche, pour d'autres, et en tout cas pour les habitants de base, on a l'impression que cette « machinerie politico-institution-

¹ Programa de crédito especial para a reforma agrária e programa de fortalecimento da agricultura Familiar.

² Programa de terceirização da assistência técnica e da extensão rural.

³ 1,0 real = 0, 28 euro, au taux de change moyen 2004.

⁴ Agences privées de développement rural.

⁵ Conseils municipaux de développement rural, associant les autorités municipales et des représentants de la société civile locale (syndicats, ONG, Banque, *prestadoras*, agence de l'Incra, etc.) désignés par le maire.

nelle » échappe totalement à leur entendement et les marginalise plus encore de la vie publique. On assiste ainsi au renforcement du pouvoir des intermédiaires capables de donner aux autres « un » décodage de cette complexité bureaucratique (le leur, bien sûr...).

Il faut nuancer cette analyse car nous constatons également un enrichissement de la vie associative et politique. Les combats et les frustrations exprimés par les acteurs qui avaient pris l'habitude d'être les uniques représentants des intérêts des agriculteurs en sont un indice. Même la rénovation des discours, si elle est partiellement un habillage nouveau des anciennes pratiques, représente un réel effort de justification et contraint à de nouvelles rhétoriques, si ce n'est à de nouveaux raisonnements. On peut considérer ces changements que nous venons de décrire comme un processus « d'apprentissage social » [6], autrement dit de transformation des perceptions et des comportements dans le sens d'un développement négocié, voire concerté. Certes, nous avons pu montrer qu'il s'agit d'une vision très optimiste des processus à l'œuvre, car la frontière amazonienne conserve pour l'essentiel son fonctionnement fondé sur le clientélisme, le paternalisme et la brutalité, voire la violence des formes de domination [7]. Mais il y a bien, ici et là, apprentissage de nouvelles relations, sans doute parce que des développeurs, des paysans et des chercheurs ont cru à un développement participatif que nous avons appelé pour cette raison une « utopie nécessaire ». Cette « nuance » qu'il faut apporter à l'analyse des effets des nouvelles politiques en milieu rural, essentielle, est à la base de l'approche du NEAF⁶ faisant de la formation des cadres du développement un moyen d'action et de recherche. L'hypothèse est en effet celle de l'émergence discrète d'une professionnalisation des métiers du développement qui requiert et alimente des programmes de recherche-formation soutenus par l'université.

⁶ Núcleo de estudos integrados sobre a agricultura familiar, unité de formation et recherche de la Universidade federal do Pará travaillant avec une ONG sur le terrain à Marabá, le Lasat (Laboratório sócio-agronômico do Tocantins-Araguaia).

Contribution du NEAF à de nouveaux métiers d'agent de développement

La formation vue comme une phase d'action et de recherche

Dans la proposition de recherche du NEAF, la formation (initiale et continue) a toujours eu une place centrale dès la création officielle de cette équipe et du *Centro agropecuário* en 1995, mais aussi en amont dans les ONG nées de la coopération franco-brésilienne qui lui ont données naissance : le Lasat⁷ à Marabá et le Laet⁸ à Altamira. Le thème des « compétences » engagées dans la relation de développement a émergé dans un premier temps en 1995 à propos des recherches menées à bien autour d'interrogations sur l'utilisation d'un « Centre de rencontres » entre chercheurs – des sciences agronomiques et sociales – et paysans – responsables syndicaux et agriculteurs « de base » (*Centro de convivência* : Cecon). Ce thème s'est ensuite renforcé après 1997 par la participation active de certains membres du NEAF aux formations destinées aux agents de développement du programme Lumiar et par une redéfinition très profonde du contexte du développement dans la région de Marabá due à l'application de la politique brésilienne du « pacte territorial » expliquée ci-dessus.

Le mastère du NEAF (*Mestrado sobre agricultura familiar e desenvolvimento sustentável*) est une formation interdisciplinaire et ouverte à des professionnels du développement désirant se recycler. Cette formation est :

– interdisciplinaire : elle repose sur les sciences agronomiques et les sciences de l'homme. L'enseignement vise l'apprentissage de formes de coopération et de dialogue entre les sciences biotechniques, l'agronomie en particulier, et les sciences humaines. Il ne s'agit pas de confondre les disciplines, bien au contraire. En découvrant d'autres disciplines que les leurs, à l'œuvre dans les

⁷ Laboratório sócio-agronômico do Tocantins-Araguaia.

⁸ Laboratório agro-ecológico do Transamazônica.

mêmes situations sur le terrain, les étudiants apprennent à mieux maîtriser leurs propres disciplines et à établir des coopérations avec d'autres spécialistes sans y perdre leurs démarches spécifiques ni leurs identités ;

– ouverte à des professionnels du développement : dans ce mastère, nous avons eu chaque année des professionnels du développement, ayant eu parfois une longue trajectoire dans le domaine au sein des services de l'État, des ONG ou d'organisations syndicales ou militantes (cas du MST⁹). Le contact entre ces professionnels en quête d'une réflexion sur leurs pratiques et les jeunes en formation initiale fraîchement sortis de leurs études universitaires, fait partie intégrante des méthodes pédagogiques favorisant le travail et l'apprentissage entre élèves, et la démarche de valorisation de l'expérience acquise « en situation ».

Toutefois le NEAF s'est rapidement aperçu que pour mener à bien ce type d'enseignement en mastère, il fallait intervenir aussi sur les enseignements de licence et maîtrise (dénommés *graduação* au Brésil). À l'*universidade federal do Pará*, le NEAF a donc entrepris de créer une filière depuis le bac. Il s'agit d'une expérience audacieuse et passionnante qui consiste à inventer un nouveau profil d'agronome spécialiste des questions de développement rural. Il ne s'agit pas de limiter les inscriptions dans le mastère à cette seule filière, mais de disposer d'un plus grand nombre d'étudiants préparés à une pratique de la coopération avec d'autres disciplines. Nous en avons constaté les effets dès 2002 (la première promotion d'agronomes du NEAF a été entrée dans le mastère). Les échanges entre étudiants sont d'autant plus efficaces que certains d'entre eux avaient déjà les concepts et les méthodes pour « aller à la rencontre » d'autres disciplines.

Redéfinition du rôle et de l'identité de l'agronome dans le développement

Si les recherches participatives tendent à aboutir à un changement de paradigme d'une attitude « académique classique », vers une perspective constructiviste, d'un autre côté elles contribuent à instituer

⁹ Mouvement des sans-terre.

« un effet de mode » autour de la participation, et une mobilisation sans recul critique de ces méthodes souvent prises comme de simples « techniques », voire « recettes ». Il est devenu courant pour les chercheurs et agents de développement de confondre l'utilisation des méthodologies fondées sur l'approche systémique associant d'une façon souvent passive « des » agriculteurs à leurs travaux, avec des démarches reposant sur des méthodes qui comportent des phases de participation active des agriculteurs à la recherche. On observe aujourd'hui l'émergence d'un mouvement de chercheurs et d'universitaires qui pensent qu'il est nécessaire de distinguer les efforts réels de construction d'un dialogue à long terme avec les organisations d'agriculteurs (allant de la négociation des demandes jusqu'à l'élaboration des politiques publiques en passant par les actions de développement au niveau des exploitations agricoles), des traditionnels diagnostics et des expérimentations fondées sur la collecte d'informations auprès des acteurs locaux qui avançaient aujourd'hui masquées sous des terminologies et des rhétoriques de « recherches participatives ». Il faut donc mobiliser les capacités d'analyse critique des sciences humaines pour faire comprendre aux professionnels du développement que la participation en Amazonie passe par l'expérience réciproque d'un partenariat de longue durée entre chercheurs et acteurs du monde rural.

Le partenariat avec des groupes d'agriculteurs organisés a été indiqué [8] comme un moyen essentiel pour établir des interactions entre ces chercheurs et agriculteurs dans le processus de production de connaissances formalisant ce que Latour [9] appelle une « communauté élargie de pairs ». Dans ce cas, les actions de recherche et développement, ou mieux, les demandes d'intervention locale, sont le résultat d'un processus de coconstruction sociale, fruit d'une négociation entre les divers acteurs impliqués, en évitant les pièges de l'approche fusionnelle, de l'ingérence ou de la confusion des rôles [10]. Plus de 15 ans de relations étroites du NEAF (et donc du Lasat à Marabá et de son homologue le Laet à Altamira) en partenariat avec diverses organisations paysannes constituent à la fois une base d'expériences et de situations d'étude que les enseignants-chercheurs mobilisent dans la formation.

Les recherches et l'enseignement du NEAF prônent une approche inductive

des réalités agraires et des transformations des méthodes de développement. Il ne s'agit donc pas pour la recherche d'inventer *de novo* des modalités d'intervention dans le développement et des compétences. L'objectif est, au contraire, d'apprendre à observer les transformations à l'œuvre, d'en comprendre le sens, et de repérer des innovations qui - même discrètes, fragiles et « non numériquement représentatives » - indiquent un changement de nature dans la relation de développement et donc dans les relations de l'État et des populations rurales au territoire. La recherche se fixe donc comme objectif de repérer et formaliser ces innovations discrètes avec des méthodes associant les acteurs parties prenantes à des interprétations effectuées dans un premier temps dans le cadre singulier des situations d'action [11]. C'était le cas par exemple pour la production de roucouyer dans la localité de Lastância. Cet arbrisseau est généralement cultivé par les paysans amazoniens en peu d'exemplaires pour ses fruits qui donnent une belle couleur au riz. À Lastância, il a donné lieu à de véritables plantations et à une culture commerciale grâce aux réseaux d'un évangéliste local. Alertée par le chercheur ayant détecté l'innovation (I. Veiga), la coopérative liée au Lasat a ensuite accompagné et stabilisé cette expérience qui constitue par ailleurs une alternative très intéressante face à l'érosion de la fertilité du milieu par les cultures annuelles ou les prairies, et est porteuse d'enseignements très riches pour les agronomes. Cette approche des « apprentissages situés » et de la capitalisation d'expériences transforme de fait la formation initiale et les formations continues dispensées par le NEAF en un outil essentiel de recherche et d'action sur les nouvelles compétences engagées dans l'exercice de la relation de développement. De fait, un grand nombre de candidats aux formations du NEAF sont des professionnels du développement ou des acteurs déjà fortement engagés dans ces innovations discrètes et en recherche sur eux-mêmes. Ce travail sur l'expérience des sujets est incontournable dans la mesure où l'acquisition de compétences nouvelles suppose ici une forte transformation des identités professionnelles forgées au cours de 40 ans de développement agricole.

C'est à ce niveau que l'on peut parler de capacité locale de proposition de politiques publiques. L'action construite par l'expérience, qui englobe l'apprentissage

(et l'émancipation des préjugés, dominations et identités forgées dans les modèles antérieurs de développement) peut-elle devenir un instrument de conception et non pas seulement d'application locale des politiques publiques? On se trouve ici devant la problématique de construction de nouvelles compétences à un autre niveau - celui du rapport entre la société englobante et des sociétés rurales locales. Il s'agit pour les agences de développement de mieux comprendre le rôle qu'elles peuvent jouer et le fonctionnement des structures de décision des politiques publiques.

Du point de vue de la recherche, un défi important est de faire face au faible prestige (interprété comme une faible légitimité) des méthodologies de recherche en partenariat. Cela est en partie dû à l'utilisation d'approches qualitatives ou au choix d'objets d'étude qui prennent sens, délibérément, dans différents mondes sociaux et non pas seulement dans la communauté scientifique. Même aux yeux des jeunes étudiants et aux yeux des organisations d'agriculteurs, qui sont pourtant les bénéficiaires de ces approches, cela ne correspond pas à ce qu'ils imaginent de la science.

Conclusion : une recomposition des compétences et des identités professionnelles

Certains auteurs parlent, pour le Pronaf, d'un « milieu institutionnel » (*ambiente institucional*) [1] favorable dont les conséquences sont encore « timides et partielles ». Mais cette notion (qu'Abramovay emprunte à North [1], et selon laquelle « les institutions en économie définissent les règles du jeu et « moulent » les interactions sociales ») ignore le poids et les rémanences du social et il n'y a pas lieu de s'étonner que les pratiques sociales qui se sont engouffrées dans l'espace ouvert par les nouvelles politiques publiques soient celles qui correspondent d'abord aux institutions de l'agriculture paysanne et du développement ainsi qu'aux habitudes de leurs agents. On ne transforme pas massivement les pratiques

sociales en quelques années par un simple « appel d'air » venu d'en haut... Mais il faut reconnaître que ces nouveaux dispositifs sont aussi susceptibles de donner plus de champ à des pratiques sociales sans doute discrètes mais foncièrement différentes, porteuses d'une « nouvelle ruralité », plus démocratique, d'un projet de « territoire citoyen » susceptible, en se reliant à des dispositifs administratifs de développement, de donner un contenu social et politique local à ces politiques publiques. Il faudra sans doute du temps pour pouvoir détecter et qualifier ces « innovations discrètes », beaucoup de travail de terrain et un dispositif d'observatoire pour les suivre et en comprendre la portée. C'est bien justement le type d'objectif que pourrait être à même de poursuivre un dispositif comme celui de la « Zone Atelier » à laquelle nous participons en Amazonie depuis trois ans à présent. ■

Références

1. Abramovay R, Veiga JE. *Novas instituições para o desenvolvimento rural : o caso do Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (Pronaf)*. Brasília : Instituto de pesquisa econômica aplicada (IPEA), 1999 ; 49 p.
2. Mattei L. *Programa nacional de fortalecimento da agricultura familiar (Pronaf) : Concepção, abrangência e limites observados*. IV Encontro da Sociedade Brasileira de Sistemas de Produção, março de 2001, Belém (PA) Brasil, 14 p.
3. D'Incao MC. Clientelismo e democracia nas organizações dos agricultores familiares da Microregião de Marabá. *Agricultura Familiar UFPA Belém* 2000 ; 2 : 75-92.
4. Durousset E. *À qui profitent les actions de développement ? La parole confisquée des petits paysans (Nordeste, Brésil)*. Paris : L'Harmattan, 2001 ; 177 p.
5. Faure A, Pollet G, Warin P. *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*. Paris : L'Harmattan, 1995 ; 179 p.
6. Röling N, Wagemakers MAE, eds. *In : Röling N, Wagemakers MAE, eds. Facilitating sustainable agriculture. Participatory learning and adaptive management in times of environmental uncertainty*. Cambridge (Royaume-Uni) ; New York : Cambridge University Press, 1998 ; 318 p.
7. Albaladejo C. O diálogo para uma interação entre os saberes dos agricultores e os saberes dos técnicos : uma utopia necessária. In : Hébette J, Da Silva Navegantes R, eds. *CAT - Ano décimo*. Belém : Universidade Federal do Pará, 2000 : 173-214.
8. Norman D, Baker D, Heinrich GM, Worman F. Technology development and farmer groups : experiences from Botswana. *Exp Agric* 1988 ; 24 : 321-31.
9. Latour B. Esquisse d'un parlement des choses. *Ecologie Politique* 1994 ; 10 : 97-115.
10. Schmitz H. *Partnership as a special case of participation : an experience of cooperation among farmers, researchers and extensionists in Brazil*. Vila Real (Portugal) : Utad ; 6th IFSA European Symposium. 2004: 573-84
11. Chaiklin S, Lave J, eds. *Understanding practice. Perspectives on activity and context*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996 ; 414 p.